

Nations Unies
**ASSEMBLEE
GENERALE**

ONZIEME SESSION
Documents officiels



TROISIEME COMMISSION, 688^e

SEANCE

Judi 22 novembre 1956,
à 10 h. 40

New-York

SOMMAIRE

Page

Point 12 de l'ordre du jour:

- Rapport du Conseil économique et social (chap. VI,
sect. II) [suite]
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (fin)..... 19

Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

**Rapport du Conseil économique et social (chap.
VI, sect. II) [A/3154, A/C.3/L.506] (suite)**

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (fin)

1. M. MUFTI (Syrie) s'associe à l'hommage général rendu à la grande œuvre humanitaire du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) et exprime la gratitude de son propre pays pour l'aide qu'il reçoit de cet organisme.
2. Bien que le préambule du projet de résolution des trois puissances (A/C.3/L.506) donne à entendre que l'amendement contenu dans le dispositif a uniquement pour objet de modifier le système actuel de constitution du Conseil d'administration du FISE, le texte tend aussi à modifier, dans un sens restrictif, la clause de la résolution 417 (V) de l'Assemblée générale, aux termes de laquelle des pays qui ne sont membres ni de l'ONU ni des institutions spécialisées peuvent faire partie du Conseil d'administration. L'œuvre du FISE est purement humanitaire; cette restriction est donc inadmissible, eu égard en particulier à la tendance à l'universalité qui s'est récemment manifestée à l'Organisation des Nations Unies. En outre, les conventions humanitaires conclues récemment ont été ouvertes à la signature de tous les pays sans exception.
3. Le projet de résolution ne tient pas compte non plus du fait que le nombre des Membres de l'ONU s'est récemment accru. Afin de mieux permettre aux nouveaux Etats Membres de participer aux travaux du FISE, le représentant de la Syrie appuiera l'amendement proposé par la représentante de la République Dominicaine (687^{ème} séance), qui tend à porter le nombre des Etats membres du Conseil d'administration de 26 à 30.
4. Avec les amendements proposés par les délégations de la Tchécoslovaquie (686^{ème} séance) et de la République Dominicaine, le projet de résolution serait acceptable pour un bien plus grand nombre d'Etats. Pour sa part, M. Mufti aurait voulu que le projet de résolution prît en considération la position des pays qui, comme le sien, ne bénéficient d'aucune aide financière

de l'extérieur et devraient donc recevoir une assistance plus grande du FISE.

5. De l'avis de M. BARRIGA (Equateur), le FISE a obtenu des résultats remarquables, surtout dans les régions sous-développées; il est généralement admis que, de tous les organes des Nations Unies qui s'occupent de questions sociales et humanitaires, le FISE est celui dont l'œuvre est la plus utile. Le gouvernement et le peuple de l'Equateur sont sincèrement reconnaissants au FISE de l'aide précieuse qu'il leur a fournie. Le représentant de l'Equateur rend hommage au Directeur général, à l'administration et au Conseil d'administration du FISE pour leurs efforts incessants, grâce auxquels le FISE est devenu un symbole de solidarité internationale.

6. Le projet de résolution des trois puissances (A/C.3/L.506) ne fait que reprendre la résolution 610 B (XXI) du Conseil économique et social. Il est utile si l'on considère que, le nombre d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées ayant augmenté sensiblement depuis 1950, il convient de donner à tous les pays donateurs et bénéficiaires la possibilité de faire partie du Conseil d'administration. La délégation de l'Equateur votera donc en faveur de ce projet de résolution, étant entendu que les pays qui font actuellement partie du Conseil d'administration, parce qu'ils sont membres de la Commission des questions sociales, conserveront leurs droits acquis et continueront à siéger jusqu'à l'expiration de leur mandat.

7. M. GREENBAUM (Etats-Unis d'Amérique) signale que la formule "Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées", qui figure dans le projet de résolution (A/C.3/L.506), est couramment utilisée pour déterminer la composition des organes subsidiaires de l'ONU et des conférences internationales tenues sous les auspices des Nations Unies. La Commission doit respecter ce précédent, d'autant plus que le maintien de la formule en question n'empêchera pas le FISE de continuer à fournir une aide à tous les pays qui la demanderont, sans exception. L'organe directeur du FISE doit être régi par les mêmes principes que les autres organes de l'ONU. Le représentant des Etats-Unis s'oppose donc énergiquement à la suppression de la formule dont il s'agit.

8. M. Greenbaum ne pense pas qu'il soit opportun de porter à 30 le nombre des membres du Conseil d'administration; le nombre actuel est suffisamment élevé, et une augmentation ne pourrait que nuire à l'efficacité du Conseil.

9. M. EPINAT (France) déclare qu'en présentant, avec le Royaume-Uni et le Canada, le projet de résolution des trois puissances, sa délégation a voulu tenir le Conseil d'administration à l'écart de toute considération politique, de sorte qu'il puisse poursuivre son œuvre pratique et humanitaire avec toute la sérénité voulue.

10. Répondant au représentant de la Syrie, M. Epinat fait observer que le projet de résolution n'a pas la portée d'une convention internationale; il se borne à déterminer la composition d'un organe exécutif. S'il est vrai que la résolution 417 (V) de l'Assemblée générale va plus loin, il ne faut pas oublier que, depuis 1950, plusieurs Etats se sont créés dont le statut international est encore incertain. Le texte proposé vise à permettre au Conseil économique et social de nommer des Etats au Conseil d'administration du FISE sans perdre son temps en des discussions âpres et prolongées. La suppression du passage en question risquerait de susciter des difficultés et de détruire l'unité et l'efficacité du Conseil d'administration.

11. Si l'on excepte l'Assemblée générale elle-même, le Conseil d'administration du FISE est déjà l'organe le plus nombreux des Nations Unies. Il est facile, par conséquent, d'y assurer la représentation des nouveaux Etats Membres. Le représentant de la France est donc opposé à l'amendement proposé par la représentante de la République Dominicaine.

12. M. ROSSIDES (Grèce) remercie M. Rajan de sa déclaration si encourageante et rend hommage à l'œuvre inestimable du FISE. Cependant, il a noté avec surprise et regret que Chypre ne compte pas parmi les bénéficiaires du FISE, alors que tous les autres pays de la région reçoivent une aide. Le représentant de la Grèce cite des sources officielles indiquant que Chypre a grand besoin d'une assistance, notamment dans le domaine de la lutte antituberculeuse. On a tout lieu d'inviter le FISE à aider Chypre, et M. Rossides attire l'attention de la puissance coloniale intéressée sur ce fait.

13. Le représentant de la Grèce partage entièrement l'avis des représentants qui ont déclaré que le FISE, organisme purement humanitaire, doit s'élever au-dessus des considérations politiques. Il espère que le FISE étendra son activité pour répondre aux besoins de tous les peuples, dans toutes les parties du monde, et il appuiera chaleureusement toute mesure prise à cette fin.

14. Le représentant de la Grèce votera en faveur du projet de résolution des trois puissances (A/C.3/L.506).

15. M. MEZINCESCU (Roumanie) remercie le Président des paroles de bienvenue qu'il a adressées aux nouveaux Etats Membres.

16. Le système d'élection directe proposé dans le projet de résolution des trois puissances est préférable au système actuel. Cependant, il ne s'est rien passé depuis 1950 qui justifie la restriction que l'on envisage d'apporter à la composition du Conseil d'administration. La proposition du représentant de la Tchécoslovaquie (686ème séance), qui a reçu l'appui d'un grand nombre de délégations, est entièrement logique. Le FISE est un organisme humanitaire, et il ne faut rien faire qui puisse compromettre la participation d'un pays quelconque à ses travaux. Le représentant des Etats-Unis, lorsqu'il parle de précédents, est en contradiction flagrante avec la résolution 417 (V) de l'Assemblée générale. M. Mezincescu est prêt à accepter en principe le projet de résolution des trois puissances, mais il estime que la formule critiquée par le représentant de la Tchécoslovaquie devrait être supprimée.

17. M. ASIROGLU (Turquie) rend hommage à M. Rajan pour l'exposé émouvant qu'il a fait de l'œuvre du FISE, ainsi qu'au Conseil d'administration et au Directeur général du FISE.

18. Les résultats obtenus au cours de l'année considérée sont, en vérité, impressionnants. Le FISE a ajouté plusieurs nouveaux pays à la liste de ses bénéficiaires, il a coopéré étroitement avec les institutions spécialisées, il a mené avec succès des campagnes contre le paludisme, la tuberculose, le trachome et d'autres maladies et il a poursuivi l'exécution de ses programmes de protection maternelle et infantile et de nutrition. Le FISE a fourni également une assistance considérable aux réfugiés, il a aidé les enfants des réfugiés turcs de Bulgarie et a été la première organisation mondiale à secourir les enfants des réfugiés de Palestine, consacrant à cette œuvre une grande partie de son budget relativement modeste. M. Asiroglu espère que le FISE aidera également les enfants des réfugiés hongrois auxquels l'Autriche a généreusement donné asile et demande quelles mesures le FISE a déjà prises ou compte prendre à cet égard. Si une résolution de la Commission devait faciliter la tâche du Directeur général du FISE en ce qui concerne l'assistance à fournir aux enfants des réfugiés hongrois, la délégation de la Turquie serait disposée à présenter une telle résolution.

19. Le représentant de la Turquie votera en faveur du projet de résolution des trois puissances (A/C.3/L.506).

20. M. PATE (Directeur général du FISE) déclare que le FISE est prêt à envisager d'apporter son assistance à Chypre et à effectuer l'étude nécessaire des besoins si on le prie de le faire. Il a déjà aidé beaucoup d'autres territoires et a toujours bénéficié de l'entière coopération des puissances responsables de leur administration. En ce qui concerne l'aide aux réfugiés hongrois, le FISE n'est pas intervenu dès le début, car le Gouvernement autrichien et le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés s'occupaient du problème et, d'autre part, les secours bénévoles ne manquaient pas. Toutefois, le FISE suit les événements de très près; M. Pate se rendra personnellement en Europe pour étudier les mesures que le FISE pourrait prendre pour aider les réfugiés hongrois et fournir des secours en Hongrie même.

21. En réponse aux questions posées lors de la séance précédente à propos des incidences administratives et financières de la proposition présentée par la République Dominicaine, M. Pate déclare que la modification envisagée n'entraînerait, pour le FISE, aucune dépense supplémentaire puisque les frais de voyage et les indemnités de subsistance des membres du Conseil seraient à la charge des gouvernements. Seuls la diffusion de documents et les frais postaux donneraient lieu à une dépense d'environ 100 dollars par an. Quant au fond de cette proposition, l'administration du FISE ne peut se prononcer; c'est aux gouvernements qu'il appartient de prendre une décision.

22. M. RODRIGUEZ FABREGAT (Uruguay) trouve logique l'amendement proposé par la représentante de la République Dominicaine; il votera donc en sa faveur.

23. Le représentant de l'Arabie Saoudite a dit que l'on faisait souffrir des enfants innocents en privant leur pays de l'aide du FISE. Les enfants de tous les pays sont l'espoir du monde; toute discrimination est odieuse, elle est monstrueuse lorsqu'elle s'exerce contre des enfants. On ne peut, on ne doit refuser l'aide du FISE à aucun enfant, d'où qu'il soit; le problème de l'enfance est universel et le monde entier doit s'attacher à le résoudre. M. Rodriguez Fabregat suggère donc que cette idée soit précisée dans le rapport que la Commission présentera à l'Assemblée générale.

24. Ceci dit, il semble bien que la suppression proposée par la Tchécoslovaquie et appuyée par l'Arabie Saoudite soit inutile. Il est d'usage que tous les organes des Nations Unies soient composés de Membres de l'ONU ou de membres des institutions spécialisées. De plus, comme pratiquement tous les pays qui pourraient désirer faire partie du Conseil d'administration remplissent déjà les conditions prévues dans le projet de résolution des trois puissances ou peuvent les remplir en adhérant à une institution spécialisée, le libellé du projet de résolution n'empêchera aucun pays de participer activement aux travaux du FISE. Enfin, les termes du projet de résolution pourront au besoin être modifiés à l'avenir. Par conséquent, à moins que l'on n'avance en faveur de la suppression proposée des arguments nouveaux et valables, M. Rodríguez Fabregat votera sans hésitation en faveur du projet de résolution sous sa forme actuelle.

25. M. TOWNSEND EZCURRA (Pérou) associe sa délégation à l'hommage général qui a été rendu à l'œuvre du FISE. Le Pérou est membre du Conseil d'administration et il y a à Lima un centre régional du FISE pour l'Amérique latine. Le taux de mortalité infantile étant très élevé au Pérou, l'aide du FISE est d'importance capitale pour ce pays; depuis 1950, il a reçu une aide d'environ 1,7 million de dollars, dont 800.000 dollars en denrées alimentaires. La lutte contre la maladie s'organise dans les Andes et dans les basses terres de l'Amazonie. On a entrepris l'éradication du paludisme et l'on emploie des vaccins antituberculeux. Le Pérou continuera à aider le FISE dans toute la mesure de ses moyens.

26. La délégation péruvienne votera en faveur du projet de résolution commun, qui est de nature à rendre plus efficaces les travaux du Conseil d'administration.

27. M. BRACOPS (Belgique) exprime l'admiration de sa délégation pour l'œuvre du FISE et déclare que son pays a augmenté sa contribution. La Journée mondiale de l'enfance est célébrée en Belgique et, en classe, les enfants prennent leur première leçon de solidarité internationale en apprenant à connaître les activités du FISE.

28. M. Bracops votera en faveur du projet de résolution.

29. Mme ELLIOT (Royaume-Uni) pense qu'il serait dommage de modifier le projet de résolution commun, car il reprend une décision du Conseil économique et social qui avait été prise sans opposition. En ce qui concerne l'augmentation proposée du nombre des membres du Conseil d'administration, Mme Elliot ne pense pas qu'il y ait de raison valable pour modifier les arrangements actuels, qui ont donné dans le passé de si bons résultats; toutefois, la délégation du Royaume-Uni n'est pas violemment opposée à cette proposition, et elle s'abstiendra de voter sur ce point.

30. Mme Elliot regrette que le représentant de la Grèce ait laissé entendre que le Royaume-Uni ne fournissait pas à l'un de ses territoires coloniaux les services humanitaires nécessaires. Le Royaume-Uni s'est toujours efforcé de mettre ces services à la disposition des habitants de tous les territoires dont il est responsable.

31. M. BING (Libéria) sait gré au Président du Conseil d'administration d'avoir souligné qu'il fallait étendre, en Afrique, les activités du FISE. Bien que le Libéria ait bénéficié de l'aide du FISE, ce dont il est profondément reconnaissant, il n'a pu jusqu'ici verser de contribution. Toutefois, il espère pouvoir le faire dans un proche avenir.

32. La délégation du Libéria votera en faveur du projet de résolution commun.

33. M. SAMY (Egypte) félicite l'administration du FISE de la hardiesse, de la souplesse et du dévouement avec lesquels elle accomplit sa noble mission humanitaire. Il ne faut permettre qu'aucune discrimination, de quelque nature qu'elle soit, puisse entraver l'œuvre entreprise pour améliorer la santé et le bien-être des enfants; tous les efforts devront tendre à rendre l'enfance, qui est le stade le plus important de la vie, une période aussi heureuse et aussi constructive que possible.

34. L'Egypte est l'un des nombreux bénéficiaires de l'assistance du FISE. Elle a reçu plus de 100.000 dollars pour créer des usines de déshydratation du lait, et le Ministère égyptien de la santé publique procède à des expériences en vue de remédier à la pénurie de lait. On est en train de construire une installation de stérilisation, qui fournira du lait aux hôpitaux et aux centres médicaux. L'agression dont l'Egypte a récemment été victime, et qui a atteint tout particulièrement les enfants et les mères, a augmenté les besoins du pays.

35. La politique avisée du FISE améliorera sans aucun doute de façon considérable le sort des enfants dans le monde, grâce à l'éradication du paludisme et à d'autres formes de lutte contre les maladies. Il faut toutefois se rappeler que les buts du FISE sont universels. La clause du projet de résolution qui réserve aux seuls Etats Membres de l'ONU ou des institutions spécialisées le droit de faire partie du Conseil d'administration est contraire au principe de l'universalité et il convient donc de la supprimer.

36. Mlle BOWLBY (Canada) rappelle que, lorsque sa délégation a présenté au Conseil économique et social, avec d'autres délégations, un projet de résolution semblable au projet proposé par les trois puissances, on a apporté un soin tout particulier à rédiger un texte susceptible de recueillir le plus grand nombre possible de suffrages au Conseil et à l'Assemblée générale. Ce n'est pas à la légère qu'on a prévu que les membres du Conseil d'administration devraient être Membres de l'ONU ou des institutions spécialisées; la délégation canadienne a trois raisons d'espérer que cette clause sera retenue. Tout d'abord, le nouveau système n'empêche personne de continuer à participer aux travaux du FISE comme par le passé. Deuxièmement, cette formule est conforme aux autres résolutions adoptées par les Nations Unies concernant la composition des organes créés sous les auspices de l'Organisation. Il n'est enfin ni souhaitable ni même normal que le Conseil économique et social statue sur les incidences politiques de problèmes qui n'ont pas encore été résolus par l'Assemblée générale. Il est regrettable que l'on ait soulevé une question d'ordre politique à propos d'une œuvre purement humanitaire. Mlle Bowlby espère que le projet de résolution sera adopté sans cette modification.

37. En ce qui concerne l'augmentation proposée du nombre des membres du Conseil d'administration, la première réaction de la délégation canadienne est qu'une telle mesure pourrait diminuer l'efficacité du Conseil. Les 18 sièges précédemment réservés aux membres de la Commission des questions sociales seront désormais disponibles, ce qui permettra à certains des nouveaux Etats Membres de faire partie du Conseil. Un tiers des Etats Membres sont déjà représentés au Conseil; cette proportion paraît suffisante. La délégation canadienne ne veut pas prendre une décision hâtive à ce sujet; puisque la question du nombre des

membres d'autres organes auxiliaires de l'Organisation des Nations Unies sera examinée à la présente session, elle se demande s'il ne serait pas judicieux de créer un groupe de travail officieux qui examinerait les incidences de la proposition tendant à augmenter le nombre des membres du Conseil d'administration.

38. M. BARGACH (Maroc) remercie le Président des paroles de bienvenue qu'il a adressées aux nouveaux Etats Membres.

39. Depuis longtemps déjà, le Maroc considère le FISE comme l'un des meilleurs exemples de coopération internationale sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. Le Maroc s'intéresse d'autant plus au FISE qu'il est un pays sous-développé et que 40 pour 100 de sa population est âgée de moins de 20 ans. Avant même d'accéder à l'indépendance, le Maroc a bénéficié d'une assistance du FISE pour la lutte contre les maladies, et a apporté une petite contribution, qu'il augmentera en 1957. Le Gouvernement marocain estime que la santé des enfants prime tout. Il a créé un Ministère de la jeunesse qui organise des camps de vacances, des terrains de jeux, des centres ruraux, des groupes médicaux et des centres de protection maternelle et infantile. Deux nouvelles écoles de monitrices et de sages-femmes viennent de s'ouvrir. La réadaptation des mineurs délinquants est l'une des principales préoccupations du Ministère; il faut espérer que le FISE pourra se consacrer à cette question dans un proche avenir.

40. M. Bargach votera en faveur du projet de résolution commun.

41. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) s'étonne qu'une proposition aussi simple que la sienne, à savoir augmenter le nombre des membres du Conseil d'administration, ait donné lieu à tant de discussions. Plusieurs représentants avaient souligné que, l'Organisation comptant de nouveaux Membres, il faudrait prévoir une représentation plus large; c'est ce qui a poussé Mlle Bernardino à présenter sa proposition. Il n'y a pas de raison que le Conseil d'administration perde de son efficacité parce qu'on aura augmenté le nombre de ses membres; l'admission de nouveaux Membres a incontestablement ajouté au prestige de l'Organisation. On a dit qu'il faudrait l'approbation du Conseil économique et social, mais cet argument n'est pas fondé puisque le Conseil est un organe subsidiaire de l'Assemblée générale, et qu'il ne compte lui-même que 18 membres. De plus, le Directeur général a indiqué que la proposition en question n'entraînerait aucune dépense supplémentaire. Mlle Bernardino, qui a une longue expérience des travaux du FISE, peut donner aux membres de la Commission l'assurance que le Fonds occupe une position unique et devrait avoir droit à un régime spécial.

42. M. BAROODY (Arabie Saoudite) n'a pas été convaincu par les arguments avancés en faveur du maintien des mots "Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées" qui figurent dans le dispositif du projet de résolution des trois puissances (A/C.3/L.506). Il ne pense pas que la suppression de ces mots soit liée à des considérations politiques qu'il serait plus sage de ne pas faire intervenir. Certains représentants ont fait valoir qu'il ne fallait pas modifier le texte parce que le libellé en avait déjà été approuvé par le Conseil économique et social; mais ce n'est pas là un argument valable, la Troisième Commission n'étant nullement obligée d'approuver les décisions du Conseil. La portée de la résolution ne sera d'ailleurs pas modifiée si l'on supprime

les mots en question; le Conseil ne désignera pas des Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées. M. Baroody est assez surpris que ceux qui sont hostiles à ce membre de phrase n'aient pas insisté davantage sur le fait que l'Assemblée générale, dans sa résolution 417 (V), a spécifié que le Conseil d'administration se composerait des gouvernements des Etats Membres représentés à la Commission des questions sociales "et des gouvernements de huit autres Etats qui ne seront pas nécessairement membres de l'Organisation des Nations Unies". Cette formule était destinée à permettre à des Etats non membres, tels que l'Italie et la Suisse, de participer aux travaux du Fonds, mais cela n'est plus nécessaire. Plusieurs délégations ont invoqué la pratique suivie par d'autres organes des Nations Unies; mais ces précédents ne sont pas automatiquement valables dans le cas du FISE. On a dit et répété qu'il fallait éviter d'introduire des considérations politiques dans l'élection des membres du Conseil d'administration; or, c'est précisément ce que fait le libellé actuel. Si l'on supprime ce membre de phrase, il ne sera plus question de considérations politiques. M. Baroody craint que la majorité ne se prononce contre la suppression; mais ce lui sera une consolation de savoir que le sentiment de la minorité — le sentiment de ceux qui sont dans le vrai — figurera dans les comptes rendus de la Commission.

43. M. MUFTI (Syrie) déclare que les remarques du représentant de la Turquie au sujet de l'aide du FISE aux réfugiés de Palestine ont donné l'impression que ces réfugiés étaient entièrement à la charge du FISE, alors que les gouvernements des pays d'accueil ont eux aussi assumé une très lourde responsabilité. L'Organisation des Nations Unies est d'ailleurs moralement tenue de venir en aide à ces réfugiés, puisque c'est une de ses décisions qui est à l'origine de la tragédie palestinienne. La Syrie est reconnaissante au FISE de ce qu'il fait pour les réfugiés de Palestine en Syrie, mais il considère cette assistance non comme une faveur mais comme un droit.

44. Le représentant des Etats-Unis a mis en garde contre le danger qu'il y a à ne pas tenir compte des précédents. Mais c'est précisément ce que fait le projet de résolution des trois puissances, puisqu'il ne tient nul compte des dispositions de la résolution 417 (V) de l'Assemblée générale.

45. Le représentant de la France a dit que le projet de résolution n'avait pas la portée d'une convention internationale; mais ce projet aurait, en fait, des répercussions internationales, puisque le Conseil d'administration est composé de représentants de différents Etats. Tous les pays devraient être éligibles au Conseil, le FISE étant un organisme à vocation mondiale; or, aux termes du projet de résolution, seuls pourraient être nommés au Conseil d'administration les Membres de l'ONU et les membres des institutions spécialisées.

46. M. Mufti appuie la proposition de la représentante de la République Dominicaine tendant à porter à 30 le nombre des membres du Conseil d'administration, car elle aurait pour effet d'assurer une représentation plus large.

47. M. MIGONE (Argentine) appuie le projet de résolution. Il faut que les travaux du FISE aient une portée universelle, et que tous les enfants, quelle que soit leur nationalité, puissent bénéficier de son assistance. M. Migone ne croit pas qu'il soit nécessaire de supprimer les mots "Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spéciali-

sées", étant donné qu'il s'agit là d'une formule qui tient compte des réalités et qui n'a aucun sous-entendu politique. Les termes de la résolution 417 (V) de l'Assemblée générale convenaient en 1950, à une époque où de nombreux pays n'étaient pas encore membres de l'ONU, mais la situation a changé; en fait, presque tous les pays sont maintenant représentés à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées.

48. M. Migone appuie la proposition de la représentante de la République Dominicaine; il ne semble pas, en effet, que l'augmentation envisagée puisse entraver le fonctionnement du Conseil, et il y a un avantage certain à élargir le plus possible la participation aux travaux du Fonds.

49. M. ASIROGLU (Turquie), répondant au représentant de la Syrie, déclare qu'il ne voulait nullement laisser entendre que les obligations assumées par les pays qui ont accueilli des réfugiés de Palestine ne sont pas extrêmement lourdes; il voulait simplement rendre hommage à l'aide que fournit le FISE et remercier le FISE, au nom du Gouvernement turc, de tout ce qu'il fait pour les enfants des réfugiés turcs expulsés de Bulgarie et d'autres réfugiés encore.

50. M. TSAO (Chine) dit que certaines délégations semblent craindre que l'insertion des mots "Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées" dans le projet de résolution n'empêche les pays qui ne sont pas membres de l'ONU de participer à l'œuvre du FISE. En fait, il n'en sera rien. Par le passé, quatre pays non membres de l'ONU — Ceylan, l'Italie, le Japon et la Suisse — ont été élus au Conseil d'administration; depuis, ces pays sont devenus membres, soit de l'Organisation des Nations Unies, soit des institutions spécialisées. Par conséquent, le texte actuel n'empêchera aucun Etat souverain de participer à l'œuvre du FISE s'il le désire. De plus, presque tous les Etats souverains sont maintenant Membres de l'ONU ou des institutions spécialisées.

51. Le membre de phrase en question n'a été inséré dans le projet de résolution que pour servir de guide au Conseil économique et social lorsqu'il choisira les membres du Conseil d'administration. Si le texte actuel du projet de résolution est adopté, aucune entité politique autre qu'un Etat ne risquera d'être élue au Conseil d'administration et de prendre ainsi la place d'un Etat Membre de l'ONU. Loin de faire intervenir des considérations d'ordre politique, ce projet de résolution empêchera que l'élection des membres ne donne lieu à de longues discussions politiques.

52. Mme QUAN (Guatemala) appuie le projet de résolution, sans en exclure les mots "Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées". Cette clause ne risque aucunement de porter atteinte à l'œuvre du FISE; le projet de résolution ne concerne, en effet, que la composition du Conseil d'administration; son adoption n'empêchera aucun Etat de contribuer à l'œuvre du FISE ou d'en bénéficier. De plus, le projet de résolution ne contient rien que puisse empêcher le FISE de venir en aide à tous les enfants du monde.

53. Selon M. PUDLAK (Tchécoslovaquie), le projet de résolution limite de façon injustifiable la composition du Conseil d'administration. Ce texte devrait être tout à fait neutre, et il le serait si l'on supprimait les mots "Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées". Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit, à la séance précédente, que l'ONU devrait conserver la haute main sur l'administration du FISE, organe des Nations

Unies; mais il ne peut en être différemment, puisque la grande majorité des membres du Conseil d'administration seront, de toute façon, des Etats Membres de l'ONU ou membres des institutions spécialisées.

54. Il est difficile de comprendre comment certaines délégations peuvent parler de précédents, alors qu'elles appuient un projet de résolution qui va complètement à l'encontre du précédent établi par la résolution 417 (V) de l'Assemblée générale.

55. M. Pudlák ne partage pas l'opinion du représentant de l'Uruguay, pour qui la procédure envisagée dans le projet de résolution est tout à fait satisfaisante; le projet de résolution lui semble au contraire présenter l'inconvénient de ne pas laisser le Conseil économique et social libre de choisir les membres du Conseil d'administration en se fondant uniquement sur le principe de la répartition géographique. De plus, il enlève au Conseil économique et social le droit, dont il jouissait précédemment, d'élire au Conseil d'administration des Etats qui ne sont pas membres de l'ONU ni membres des institutions spécialisées. Les auteurs du projet de résolution ne perdraient rien s'ils acceptaient la suppression des mots incriminés; ils gagneraient au contraire beaucoup, car leur texte pourrait ainsi être adopté à l'unanimité.

56. M. AYALA MERCADO (Bolivie) dit que la Bolivie, qui, pour des raisons géographiques et historiques, connaît des difficultés économiques considérables, attache une grande importance à l'œuvre du FISE. Le Gouvernement bolivien, en dépit de ses ressources limitées, fait de grands efforts en faveur de l'enfance et il est reconnaissant de l'assistance que lui accorde le FISE dans ce domaine.

57. M. Ayala Mercado se prononcera en faveur du projet de résolution qui, tel qu'il est rédigé, lui paraît répondre aux besoins actuels.

58. Mme SHOHAM-SHARON (Israël) est en faveur de la suppression des mots "Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées", car elle considère que la composition du Conseil d'administration devrait refléter le caractère non politique et entièrement humanitaire de l'œuvre du FISE. Il ne lui paraît pas souhaitable que la composition du Conseil d'administration soit soumise à certaines limitations.

59. Le PRESIDENT met aux voix l'amendement proposé par la représentante de la République Dominicaine (687ème séance), qui tend à porter de 26 à 30 le nombre des Etats membres du Conseil d'administration.

A la demande de la représentante de la République Dominicaine, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la République socialiste soviétique d'Ukraine, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Brésil, Cambodge, Chili, Colombie, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Grèce, Inde, Indonésie, Irak, Israël, Italie, Arabie Saoudite, Espagne, Syrie, Thaïlande, Tunisie.

Votent contre: Danemark, Norvège, Suède.

S'abstiennent: République socialiste soviétique d'Ukraine, Union Sud-Africaine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Albanie, Australie, Belgique, Bolivie, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de

Biélorussie, Canada, Chine, Costa-Rica, Cuba, Tchécoslovaquie, Ethiopie, Finlande, France, Guatemala, Haïti, Honduras, Hongrie, Iran, Irlande, Libéria, Luxembourg, Mexique, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Turquie.

Par 24 voix contre 3, avec 42 abstentions, l'amendement est adopté.

60. Le PRESIDENT met aux voix le membre de phrase "Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées", qui figure à la fin du texte proposé pour le dispositif du projet de résolution (A/C.3/L.506).

A la demande du représentant de l'Arabie Saoudite, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Mexique, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Suède, Thaïlande, Turquie, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Argentine, Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, Cambodge, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Danemark, Equateur, Ethiopie, Fin-

lande, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Iran, Irlande, Italie, Libéria, Luxembourg.

Votent contre: Pologne, Roumanie, Arabie Saoudite, Syrie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchécoslovaquie, Egypte, Hongrie, Inde, Indonésie, Israël.

S'abstiennent: Maroc, Népal, Portugal, Espagne, Soudan, Tunisie, République Dominicaine, Irak.

Par 44 voix contre 19, avec 8 abstentions, il est décidé de maintenir les mots "Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées".

61. Le PRESIDENT met aux voix l'ensemble du projet de résolution (A/C.3/L.506), tel qu'il a été amendé.

Par 68 voix contre zéro, avec 2 abstentions, l'ensemble du projet de résolution amendé est adopté.

62. M. BRILLANTES (Philippines) a voté en faveur du projet de résolution parce qu'il a acquis la conviction que ce texte, tel qu'il est rédigé, respecte le principe de l'universalité.

La séance est levée à 13 h. 15.